

+ 0,1% de revalorisation des pensions au 1er octobre ! Le ridicule ne tue pas. Quel mépris ! Les retraités ne veulent pas l'aumône.

Le 1er octobre 2015, les organisations UCR-CGT, UCR-FO, CFE-CGC, CFTC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR et UNRPA remettaient 100 000 pétitions au Président de la République, afin d'exiger une véritable revalorisation du pouvoir d'achat des retraités. L'annonce d'une revalorisation à « hauteur » de + 0,1% à dater du 1er octobre vient résonner comme une nouvelle provocation à l'égard des retraités. Ainsi, pour une pension de 1 000 €, la hausse sera de 1 € !

C'est depuis avril 2013 que le Gouvernement a décidé de geler le montant des pensions de retraites. La revalorisation était reportée au 1er octobre 2015. Cela fait maintenant deux ans et demi que les pensions sont bloquées.

Décidément, ce Gouvernement prend les retraités pour des nantis, alors que l'immense majorité d'entre eux peinent à boucler leurs fins de mois !

Après les 3,30€ mensuels accordés en 2014 pour les petites pensions (prime de 40€), le Gouvernement récidive dans son mépris des retraités, alors que, dans le même temps, le PLFSS 2016 prévoit à nouveau 30 milliards d'euros d'exonérations de cotisations pour le Patronat !

Depuis plusieurs années, les 16 millions de retraités de ce pays, du secteur public comme du privé, constatent que leur situation ne cesse de se dégrader. Ils sont en colère et déterminés à ne pas laisser se poursuivre la dégradation de leur pouvoir d'achat, de leurs droits et garanties en matière de retraite et de protection sociale. Nous ne pouvons pas accepter que 10 % des retraités vivent sous le seuil de pauvreté, ni que cette situation s'aggrave encore du fait des politiques d'austérité. Nous ne pouvons pas accepter que de nombreux retraités de 60 à 69 ans soient contraints d'occuper un emploi en raison du montant insuffisant de leur pension. Les retraité-es sont des citoyens et des citoyennes à part entière et ont contribué au développement économique et social de ce pays. Ils ne demandent pas la charité, mais la dignité.

Les retraité-es revendiquent : Le retour à la revalorisation annuelle de toutes les pensions et retraites au 1er janvier et le rattrapage des 31 mois sans revalorisation,

L'indexation sur l'évolution des salaires,

l'amélioration du pouvoir d'achat et aucune pension inférieure au smic pour une carrière complète que nous revendiquons à 1 700€,

un rattrapage immédiat de 500 euros indispensable pour bien vivre,

Le rétablissement de la demi-part fiscale supplémentaire pour tous les parents isolés ayant élevé un enfant et le retour à l'exonération fiscale des majorations familiales de pension pour les retraités ayant eu 3 enfants, sans attendre une véritable réforme fiscale qui garantisse l'égalité entre les citoyens tout en finançant les services publics.

Le maintien et l'amélioration des pensions de réversion et la suppression des conditions de ressources,

La prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale et donc la suppression de la CASA (Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie).

Estimant insuffisant le projet de loi sur l'adaptation de la société au vieillissement, ils revendiquent une augmentation des moyens permettant l'amélioration de la prise en charge, que ce soit à domicile ou en établissement.

la construction de maisons de retraites publiques avec des tarifs accessibles à tous. le

développement et le renforcement des services publics indispensables à une vie digne, en particulier dans le domaine de la santé

Le mépris, ça suffit : Ensemble agissons !

Pour une véritable revalorisation des retraites

Pour la prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale

Pour la reconquête et le développement des services publics

fichiers:



[Télécharger appel_ufr_24-11.pdf](#) (198.7 Ko)

Public: [Retraites](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
